



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Quatrième trimestre 2021

APERCU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Au quatrième trimestre 2021, le PIB réel est en baisse de 1,0% par rapport au trimestre précédent, après une timide hausse de 0,5% au troisième trimestre 2021. Ce recul est la résultante d'une quasi-stabilité dans les secteurs primaire (+0,0%) et secondaire (-0,2%) et d'une baisse du secteur tertiaire (-2,6%).

Le quatrième trimestre 2021 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation tant en variation trimestrielle qu'annuelle. La hausse trimestrielle est de 1,6% tandis que celle annuelle est de 8,0%.

Au cours de ce même trimestre, de l'opinion des chefs d'entreprises industrielles, la production et l'emploi ont connu une régression dans un climat des affaires défavorable. Cette baisse d'activité dans les industries s'accompagne de tensions de trésorerie. Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprises industrielles s'attendent à une hausse des recettes, une croissance de la production et une hausse des effectifs employés. Par contre, ils anticipent une détérioration du climat des affaires et s'attendent à des tensions de trésorerie.

La production industrielle enregistre une hausse par rapport au quatrième trimestre. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), établi à 147,5, est en hausse de 4,2% en glissement trimestriel. Cependant, l'indice enregistre une baisse (-2,9%) par rapport au quatrième trimestre 2020.

Les échanges avec l'extérieur en 2021 sont marqués par le retour vers les tendances historiques, avec un accroissement des importations et le maintien de la vigueur des exportations pour lesquelles la dynamique du secteur minier se poursuit avec cependant une chute du cours international de l'or.

1. Environnement international

Economie mondiale : La reprise de l'économie mondiale se poursuit, mais la dynamique s'est affaiblie et l'incertitude accrue en 2021.

La reprise économique mondiale se poursuit, malgré une résurgence de la pandémie. Les lignes de fracture ouvertes par la COVID-19 semblent plus persistantes : les divergences à court terme devraient laisser des traces durables sur les résultats à moyen terme. L'accès aux vaccins et l'appui précoce des pouvoirs publics sont les principaux facteurs à l'origine de ces écarts.

L'économie mondiale devrait croître de 5,9% en 2021 et de 4,9% en 2022, soit 0,1 point de pourcentage de moins pour 2021 comparativement aux prévisions du mois de juillet dernier. La révision à la baisse pour 2021 résulte d'une dégradation de la situation dans les pays avancés, en partie due à des ruptures d'approvisionnement, et dans les pays en développement à faibles revenus, principalement en raison de l'aggravation de la dynamique de la pandémie. Cette évolution est partiellement compensée par des perspectives à court terme plus favorables pour certains pays émergents et pays en développement exportateurs de produits de base. La propagation rapide du variant Delta et la menace de nouvelles souches du virus ont accru l'incertitude quant au temps nécessaire pour surmonter la pandémie. Les pouvoirs publics sont contraints de faire des choix devenus plus difficiles alors qu'ils disposent d'une marge de manœuvre restreinte.

La croissance dans la zone euro et les économies avancées rebondit en 2021

En zone EURO, la croissance est projetée à 4,4% en 2021 contre une croissance de -6,6% en 2020. La reprise de l'activité économique dans la zone s'est faite de façon disparate selon les pays. Cette situation serait en relation avec les disparités dans les plans de riposte sanitaire, le comportement des populations face aux infections, la souplesse et la capacité d'adaptation de l'activité économique face aux entraves des tendances préexistantes. Ainsi, les taux de croissance sont ressortis à 5,8% en France ; 3,6% en Allemagne ; 6,4% en Espagne et 4,2% en Italie.

La croissance a également repris dans toutes les autres grandes économies : au Canada (+5,0% après une baisse de 5,4% en 2020), au Japon (+3,3% après -4,8%), aux Etats-Unis (+6,4% après -3,5%).

L'économie chinoise a enregistré une forte croissance de 8,4% en 2021 après avoir connu un faible taux de 2,3% un an plus tôt.

L'activité économique reprend en Afrique en 2021

En Afrique subsaharienne, l'activité économique progresserait de 3,4% en 2021 ; la croissance économique est ressortie à 2,5% au Nigéria contre -1,8 en 2020 et à 3,1% en Afrique du Sud contre -7,0% en 2020.

L'inflation globale devrait remonter dans les pays avancés, pour l'année en cours, avec un taux qui passerait à 1,6%, contre 0,7% une année plus tôt. Il faut lier cette hausse à la reprise des activités, en lien avec l'atténuation de la crise sanitaire. La reprise des activités en 2022 devrait induire une remontée de l'inflation à 1,7%.

Les tensions inflationnistes s'atténueront dans les pays émergents et en développement.

Concernant les prix, les pressions inflationnistes s'atténueront en 2021 dans les pays émergents et en développement. La normalisation progressive des activités commerciales en 2022 permettrait de garder l'inflation à 4,4%.

La croissance est restée en baisse prononcée dans la zone UEMOA en 2020

Dans l'UEMOA, en 2020, les pays de la zone ont été durement éprouvés par la récession économique au niveau mondial. La croissance de l'Union a subi les effets des mesures de confinement, la baisse des cours des matières premières et la rupture des chaînes d'approvisionnement mondiales. La réduction de l'activité économique au sein de l'Union européenne et en Chine, premiers partenaires commerciaux des pays de la zone, a entraîné une baisse des exportations et des importations. Cela a retardé l'acquisition de divers biens intermédiaires, avec des conséquences négatives sur l'expansion du secteur industriel, des BTP, du transport et du commerce. Initialement projetée à 6,6% en 2020, la croissance de l'Union est ressortie à 1,7%.

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Au Quatrième trimestre 2021, seul le rand sud-africain s'est déprécié par rapport au franc CFA (-4,4%) en glissement trimestriel. En revanche le franc suisse et le dollar US et le Cedi ghanéen se sont appréciés respectivement de 4,3%, 4,0% et de 2,2% dans la même période.

En rythme annuel, le dollar US, le cedi ghanéen, le franc suisse et le rand sud-africain s'apprécient respectivement de 7,6%, 2,7%, 3,9% et 0,7%.

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial du baril de pétrole (average¹) est en hausse à fin décembre 2021 ; il est ressorti à 72,9\$ US le baril contre 72,8\$ US à fin septembre 2021, soit une progression de 0,1 % en un trimestre. Comparé à son niveau de décembre 2020, sa progression est ressortie à 49,5%.

¹ Moyenne des cours quotidiens de trois qualités différentes : West Texas Intermediate 40° API, Brent de mer du Nord 38° API et Dubaï Fateh 32° API

Le Brent quant à lui, est ressorti à 74,3\$ US le baril en décembre 2021 contre 74,6\$ US à fin septembre 2021 soit une régression de 0,4 %. Comparé à son niveau de décembre 2020, sa progression est de 49,0 %

- *Le cours mondial de l'or*

En décembre 2021, le cours de l'or enregistre une hausse de 0,9% par rapport à septembre 2021. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne, à 1790,4 dollars l'once en décembre 2021 contre 1775,1 dollars en septembre 2021. En glissement annuel, le cours de l'or a enregistré une baisse de 3,7% en décembre 2021.

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 36 642,4 FCFA le gramme en décembre 2021, en hausse de 4,9% par rapport à septembre 2021 (34923,6 FCFA) et en hausse de 3,7% en glissement annuel (35 339,0 FCFA en décembre 2020).

- *Le cours mondial du coton*

Le cours du coton sur les marchés mondiaux est en hausse trimestrielle de 15,8% en passant de 2285,8 dollars la tonne en septembre 2021 à 2646,4 dollars en décembre 2021. En glissement annuel, il a augmenté de 48,2%. Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 1534,9 FCFA le kilogramme en décembre 2021, contre 1274,4 FCFA en septembre 2021, soit une hausse de 20,4%. La hausse annuelle est de 59,5%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Au quatrième trimestre 2021, l'économie nationale chute (-1,0%) après un léger redressement au troisième trimestre (+0,5%).

Au quatrième trimestre 2021, le PIB réel baisse de 1,0% par rapport au trimestre précédent, après une timide hausse de 0,5% au troisième trimestre 2021. Ce recul est la résultante d'une quasi-stabilité dans les secteurs primaire (+0,0%) et secondaire (-0,2%) et d'une baisse du secteur tertiaire (-2,6%). Avec une progression de 2,6%, la mobilisation des impôts et taxes nets a contribué à amoindrir cette baisse. En outre, de fortes variations ont été enregistrées dans les branches du secteur tertiaire. Ainsi, de fortes hausses ont été enregistrées dans les activités de commerce avec une hausse de 8,0% du volume des ventes. Les activités de transport ont aussi fortement

**INSD, Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374 Ouagadougou 01-BURKINA FASO, Tel: (226) 25 37 62 02 –
Site Web: www.insd.bf Email: insd@insd.bf**

© INSD/ DSSE / Service de la prévision et de l'analyse de conjoncture N°01/04-2022

augmenté au quatrième trimestre avec une croissance en volume de 19,0%. En revanche, le recul des services non marchands (-7,3%) et la forte baisse des services professionnels (-25,5%) ont contrebalancé les fortes croissances des activités de commerce et de transport pour orienter le secteur tertiaire à la baisse. En glissement annuel, le PIB réel enregistre une baisse plus importante de 2,7% par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2020. Cette baisse est fortement imputable à la chute des activités agricoles (-17,7%) et au recul des activités extractives (-11,0%) par rapport à leurs niveaux du quatrième trimestre 2020.

2.i. EMPLOI

« Hausse de la demande d'emploi au quatrième trimestre »

Au quatrième trimestre 2021, le nombre de demandes d'emploi enregistré à l'ANPE est en hausse (+18,6%) comparativement au trimestre précédent.

Selon le sexe, il ressort que la demande d'emploi a augmentée de 36,8% pour les hommes et de 6,5% pour les femmes.

En se référant au niveau d'instruction, on note qu'entre le troisième et le quatrième trimestre 2021, le nombre de demandes d'emploi a seulement diminué chez les instruits de niveau « DEUG II » (-13,0%). En revanche, le nombre de demandes est à la hausse pour les « Sans diplômes » (+42,9%), les instruits de niveau « CAP » (+6,6%), « BEPC » (+11,3%), « BAC » (+23,8%), « BEP » (+33,7%), « DUT/BTS » (+9,0%) et « Licence et plus » (+6,0%).

En ce qui concerne l'âge, la hausse du niveau global du nombre de demandes d'emploi est observée sur toutes les tranches d'âge sauf pour les personnes âgées de « 50 à 54 ans » (-33,3%) et de « 55 ans et plus » (-66,7%).

Selon l'ANPE, le nombre d'emplois créés en décembre 2021 est de 132 contre 175 en septembre 2021 et 670 en décembre 2020. Par ailleurs, en décembre 2021, 644 entreprises ont été créées contre 814 en septembre 2021, soit une baisse trimestrielle de 20,9%. Par rapport à décembre 2020, 570 entreprises ont été créées de plus.

2.ii. Industries et mines

« La production industrielle et minière connaît un rebond au quatrième trimestre 2021 »

Au quatrième trimestre 2021, la production industrielle et minière hausse de 4,2% par rapport au trimestre précédent, imputable principalement aux « industries manufacturières » (+19,0%) et aux « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et de l'eau » (+7,0%). Cette hausse de la production industrielle et minière a été atténuée par la production des « industries extractives » qui chute de 14,1 % au cours du même trimestre.

La hausse des activités manufacturières est ralentie du fait notamment des « activités de fabrication de textiles » (-8,1%), de la « fabrication de produits chimiques » (-8,9%) et du « travail du cuir » (-53,4%).

En glissement annuel, la production industrielle et minière régresse de 2,9% au quatrième trimestre 2021. Cette baisse s'explique essentiellement par une décroissance des activités d'égrenage du coton absente pendant cette période de l'année et la baisse des activités des « industries extractives » (-19,3%).

Chute de l'activité dans le secteur des industries au quatrième trimestre 2021

De l'opinion des chefs d'entreprises industrielles, la production et l'emploi ont connu une régression au quatrième trimestre 2021, dans un climat des affaires défavorable.

Cette baisse d'activité dans les industries s'accompagne de tensions de trésorerie.

Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprises industrielles s'attendent à une hausse des recettes, une croissance de la production et une hausse des effectifs employés. Par contre, s'ils anticipent une détérioration du climat des affaires, ils s'attendent à des tensions de trésorerie.

2.iii. Eau et transports

La consommation totale d'eau potable en baisse au deuxième trimestre 2021

INSD, Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374 Ouagadougou 01-BURKINA FASO, Tel: (226) 25 37 62 02 –
Site Web: www.insd.bf Email: insd@insd.bf

© INSD/ DSSE / Service de la prévision et de l'analyse de conjoncture N°01/04-2022

A fin juin 2021, le nombre d'abonnés actifs et les bornes fontaines s'élève à 477 559 soit une hausse 1,7% par rapport au premier trimestre 2021. La consommation totale d'eau potable est cependant en baisse trimestrielle de 5,7% due essentiellement aux « ménages » (-1,4%), aux « collectivités et communes » (-9,4%), aux « bornes fontaines» (-15,1%) et à l' « ONEA » (-23,7%).

Hausse du trafic aérien de passagers et du transport aérien de marchandises en aout 2021

Le nombre total de passagers (débarqués et embarqués) en aout 2021 affiche une croissance de 37,5% par rapport à mai 2021. Cette croissance du nombre de passagers est surtout due aux arrivées (+77,9%).

En glissement annuel, le nombre total de passagers est passé de 14 770 en août 2020 à 48 818 en août 2021 et le nombre de passagers en transit de 3 660 à 7644.

Le volume total de marchandises dans la navigation aérienne entre mai et août 2021 est en hausse de 8,8%. En glissement annuel, ce volume connaît un recul de 0,9%, en passant de 791 tonnes en août 2020 à 784 tonnes en août 2021.

2.iv. Commerce extérieur

La balance commerciale est déficitaire quatrième 2021

Les exportations en valeur ont connu une hausse de 18,0% (+101,5 milliards de FCFA) au quatrième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les exportations sont passées de 718,1 milliards à 725,6 milliards de FCFA, soit une hausse de 1,0%.

Les importations en valeur sont estimées à 782,3 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021 contre 627,9 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 24,6%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 20,3% (+132,1 milliards de FCFA).

Le taux de couverture se situe à 92,8% avec une régression de 5,2 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2021. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une régression de 17,7 points de pourcentage. Le déficit commercial s'établit à 56,7 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021 contre un déficit commercial de 12,9 milliards de FCFA au trimestre précédent et un excédent de 67,9 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2020.

2.v. Prix

Les prix à la consommation sont en hausse quatrième trimestre 2021

En décembre 2021, les prix à la consommation ont connu une hausse en glissement trimestriel. La hausse des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,5%), du « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+2,0%), de l'« enseignement » (+1,6%) et des « restaurants et hôtels » (+1,4%) sont les principales sources de la hausse du niveau général des prix à la consommation au quatrième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, les prix ont connu une hausse (+8,0%) imputable principalement aux prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+14,3%), du « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,6%), des « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+8,6%) et de l'« enseignement » (+4,0%).

2.vi. Finances publiques

Détérioration du déficit budgétaire

A fin décembre 2021, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 105,9%. En effet, les recettes totales et dons mobilisés sont ressortis à 2223,8 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 2 100,9 milliards de FCFA.

Pour les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 2824,4 milliards de FCFA à fin décembre 2021 pour une prévision annuelle de 2643,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 106,8%.

Comparativement à décembre 2020, les ressources mobilisées ont progressé de 248,5 milliards de FCFA (+12,6%). Cette augmentation s'explique par une amélioration de la mobilisation des recettes propres de +287,2 milliards de FCFA (+17,3%).

Les dépenses et prêts nets sont en augmentation de 324,5 milliards de FCFA (+13,0%) comparés à fin décembre 2020. Cette hausse est liée à l'augmentation des dépenses courantes de 169,0 milliards de FCFA (+9,8%) et des dépenses en capital de 140,9 milliards de FCFA (+18,1%).

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2021, affiche un déficit (base engagement) de 600,6 milliards de FCFA contre un déficit de 390,2 milliards à fin décembre 2020, soit une détérioration de 209,8 milliards de FCFA (+14,5%).

2.vii. Situation monétaire

Afflux des actifs extérieurs nets et croissance des créances intérieures

A fin décembre 2021, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une hausse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 273,8 milliards de FCFA (+11,3%). Cet afflux est essentiellement imputable aux actifs extérieurs nets des banques de dépôt qui ont augmenté de 334,0 milliards de FCFA (+18,2%). Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 721,3 milliards de FCFA (+36,4%).

Les créances intérieures ont connu une hausse trimestrielle de 190,7 milliards de FCFA (+5,8%). Cet afflux s'explique essentiellement par une augmentation des créances sur les autres secteurs qui se sont accrues de 267,5 milliards de FCFA (+8,1%).

Par rapport à fin décembre 2020, les créances intérieures se sont accrues de 106,5 milliards de FCFA (+3,2%).

La masse monétaire à fin décembre 2021 est ressortie à 5653,3 milliards de FCFA, en hausse de 630,5 milliards de FCFA (+12,6%) comparée à fin septembre 2021. En rythme annuel, la masse monétaire a progressé de 874,1 milliards de FCFA (+18,3%).

Institut national de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Boureima OUEDRAOGO**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **B. François RAMDE**

Chef de Service de la prévision et de l'analyse de la conjoncture : **Barbi KABORE**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'informatique et du management de l'information statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la prévision et de l'analyse de la conjoncture

Tél : (226) 25 37 62 04 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO, Site Web: www.insd.bf, Email: insd@insd.bf